

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Street, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ÉTAU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 14
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Bourse	Baisse
3 0/0	78 85	» » » 10
4 0/0 amortiss. .	80 50	» » » 10
4 1/2 0/0 1883 .	108 35	» » » »
Cons. anglais .	100 1/8	1/16 » » »
Italie	94 40	» » » »
Flor. autric. (or).	87 1/2	» » » 1/2
Esp. Extér. nouv.	56 1/8	» » » 1/16
Egyptien 6 0/0 .	321 25	» » » 1 25
Ch. Égyptiens .	440 »	» » » 2 50
Turc 4 0/0 (nouv.)	13 65	» » » »
Banque ottomane	482 50	» » » 8 75

PARIS, 13 OCTOBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

Obsèques de M. Perrin

On trouvera à notre Gazette Théâtrale le compte rendu des obsèques de M. Emile Perrin, administrateur général de la Comédie-Française, ainsi que les discours prononcés par M. Bouguereau, au nom de l'Institut.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin en conseil, à 9 heures et demie, à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy.
 Ainsi que la semaine dernière, MM. Sarrien et Demôle n'assistaient pas au conseil. Ces deux ministres sont dans le département de Saône-et-Loire, occupés à soutenir les candidatures des sept républicains en ballottage. La candidature officielle, comme on le voit, fleurit dans ce département, comme dans tous les autres.
 Le général Campenon s'est efforcé de ramener la confiance parmi ses collègues du cabinet, sur notre situation au Tong-King. Il dit avoir reçu les nouvelles les plus rassurantes, qu'il s'est, du reste, empressé de ne pas communiquer à la presse.

En Orient

Athènes, 12 octobre.
 Les Turcs concentrent des troupes vers les frontières grecques. Le roi a félicité le ministre de l'Intérieur au sujet de la manifestation patriotique qui a eu lieu hier.
 Les étudiants de l'Université ont adressé à toutes les universités européennes un appel en faveur de la cause grecque.
 Le comte de Moly est attendu jeudi.
 Le croiseur *Vénus* est arrivé.

Belgrade, 12 octobre.

Le comte Bray, ministre d'Allemagne, est parti pour Neuchâtel.
 Le gouvernement a traité avec des maisons de Vienne d'importantes fournitures de toiles et d'uniformes, 20 millions de cartouches ont été commandées en Belgique.

Nisch, 13 octobre.

L'emprunt est conclu. Le traité négocié à cet effet a été signé hier soir.

Sofia, 14 octobre.

De renseignements ultérieurs il ressort que, dans le village bulgare de Jassenovaz, il n'existe aucun soldat bulgare. Par contre, dans le district serbe, limitrophe de Widin, il est arrivé d'Autriche 400 chevaux qui sont distribués aux paysans serbes avec l'ordre d'être prêts à marcher vers la frontière bulgare.

Un ancien expulsé serbe, nommé Petranowitch, qu'on dit être un espion serbe ou un agent secret de Karageorgievitch, s'étant permis de décrire tout ce qui est bulgare en attaquant publiquement le gouvernement prussien, a été expulsé hier.
 M. M. Bobeff et Magiaroff, qui étaient directeurs en Roumélie sous Gavril-pacha, ont reçu l'ordre de se rendre à Rasgrad.
 Le gouvernement prussien est décidé à sévir contre tous ceux qui avant le 15 septembre préchaient l'union et qui maintenant, sous l'esprit d'opposition ou par faiblesse, subissent des pressions étrangères, tournent le dos au gouvernement et critiquent ses actes.
 Sur toute la frontière, entre le Timok et Pirot, il n'y a pas un seul soldat bulgare. L'attitude du gouvernement prussien envers la Serbie est plus correcte.

RIEUR

Londres, 13 octobre.

Le *Morning Post* confirme la nouvelle que le comte de Munster est nommé ambassadeur d'Allemagne à Paris.
 On télégraphie d'Alexandrie, 12 octobre, au *Daily News*, que M. Barrère est gravement malade au Caire.

Madrid, 12 octobre, soir.

La *Epoca*, parlant de la réponse de l'Allemagne à la note du gouvernement espagnol, dit que si l'Espagne a négligé d'exercer effectivement sa souveraineté sur les Carolines, elle n'en a pas moins un droit de possession, *ab antiquo*, qui lui donne une façon indiscutable de la paix sur les autres nations.

Cela suffit pour assurer en fait la souveraineté de droit dont elle est investie par la tradition.

La décision du Pape devra porter sur ce point essentiel de la souveraineté des Carolines et sur d'autres questions secondaires.

Suivant une dépêche adressée de Berlin, 12 octobre, au *Standard*, la France aurait adhéré aux propositions allemandes relatives au règlement de la question bulgare. L'adhésion de l'Italie serait également probable.

INFORMATIONS

Il est question du prochain retour en France de M. Camille Barrère, ministre plénipotentiaire chargé de gérer le consulat général de France au Caire.
 M. Barrère serait, paraît-il, atteint d'une

dysenterie qui pourrait bien s'aggraver s'il restait plus longtemps en Egypte.
 De là à son envoi dans un autre poste, il n'y a pas loin, et l'on assure que c'est ce que souhaite M. Barrère.

Sur sa demande, M. le capitaine de vaisseau Trèves, commandant le cuirassé *L'Atalante*, rentre en France.
 Ce bâtiment sera commandé provisoirement par le capitaine de frégate Rivet.

Bien que les journaux aient déjà publié de nombreux extraits tirés du rapport de M. Morillon, chef de bureau à la préfecture de la Seine, sur les consommations de Paris en 1884, nous croyons devoir revenir sur ce document pour faire une simple constatation.

En comparant les denrées vendues aux Halles et dans les marchés de Paris, en 1882 et en 1884, M. Morillon fait ressortir un déficit qui équivaudrait à une diminution de population de 200,000 habitants.
 Bien que ce déficit dans la consommation puisse être attribué en partie à la misère résultant de la crise, il n'y en a pas moins là une caractéristique de la situation actuelle.

Tandis que toutes les grandes capitales de l'Europe tendent à augmenter, Paris, au contraire, suit une progression sans cesse décroissante; en un mot, notre capitale est en pleine décadence!

Un mouvement consulaire est actuellement en préparation au quai d'Orsay.

Ce mouvement portera sur les consulats de Melbourne, Canton, Tananarive, etc.
 Le titulaire de ce dernier poste, M. Baudais, le fait est aujourd'hui quasi-officiel, ne retournera pas à Madagascar.

Ce pauvre M. Rouvier!
 Décidément M. Rouvier n'est pas heureux sur le turf électoral. A la recherche d'un siège où reposer sa suffisance, il s'est adressé tout à la fois aux électeurs des Bouches-du-Rhône et aux électeurs de nos possessions dans l'Inde, avec la protection du gouvernement.

Les électeurs des Bouches-du-Rhône l'ont blackboulé parce qu'ils le connaissent.
 Les électeurs de l'Inde, parce qu'ils ne le connaissent pas.

Voilà qu'il se présente maintenant dans les Alpes-Maritimes, où ses anciens alliés lui prédisent un échec colossal.

Avoir été plusieurs fois rapporteur de la commission du budget, deux fois ministre, et triquer de se trouver entre trois sièges... ou l'on sait bien!
 C'est dur; aussi ne pouvons-nous nous empêcher de dire :

Pauvre M. Rouvier!

La lettre Brisson

Comme nos lecteurs l'ont remarqué hier en lisant la lettre du président du conseil à un groupe d'électeurs du dixième arrondissement, M. Henri Brisson — que les républicains ont surnommé « la sagesse même », et qui a refusé de voir son père mourant, prodigue ses soins de sectaire et d'empirique à la République malade.

Il a éprouvé au scrutin du 4 octobre des déceptions douloureuses, mais elles n'ont pas, dit-il, ébranlé sa confiance. Il compte absolument sur la fameuse concentration et s'écrit que l'union des républicains est forcée, et qu'elle n'est point seulement forcée pour la bataille électorale du 18, mais qu'elle sera tout aussi commandée dans la Chambre; c'est une illusion que le *Journal des Débats* réfute agréablement ce matin, en faisant remarquer que l'union des républicains réserve pour chacun sa liberté de propagande et qu'elle repose sur un système qui permettra de demander à la fois l'élection de M. Paul Bert et la tête de M. Jules Ferry : « Nous trahirions la cause de la République modérée, dit notre confrère de la rue des Prêtres, en consentant à de telles capitulations de conscience, et en souscrivant à ce pitoyable contrat ».

Ce qu'il trompe M. Brisson, c'est qu'il se souvient que la République a traversé des temps qui, suivant lui, étaient plus difficiles. Comme les républicains n'ont qu'un triomphe dans leur histoire, celui des 363, ils s'efforcent de le perpétuer; mais la situation n'est plus du tout la même.

D'abord, en 1877, ils avaient Gambetta pour chef; M. Brisson se croit-il de taille à suppléer Gambetta?

Ensuite, comme nous le rappelons d'ailleurs dans la « Chronique électorale » de ce jour, le courant spécial qui existait à cette époque n'existe plus aujourd'hui; il a été remplacé par un autre tout contraire, et c'est la conséquence logique de la politique républicaine.

M. Brisson, tout à son idée, ne voit rien de tout cela.

Pourvu qu'il sauve la République, le reste lui importe peu, et dans ce but, il déclare que, du moment que le suffrage universel a condamné la politique de ces dernières années, il faut que les représentants obéissent à sa voix : c'est une opinion diamétralement opposée à celle que M. Lockroy a développée avant-hier au Grand-Orient, lorsqu'il a dit que le parti républicain devait être désormais comme un faisceau de lictiers ayant une hache à chaque bout; ainsi M. Lockroy veut frapper de toutes parts et abattre violemment toute résistance, quand M. Brisson parle de s'incliner devant les enseignements du suffrage universel.

C'est M. Brisson qui, au point de vue de son parti, est dans le faux.

Il promet la paix à l'intérieur et à l'extérieur, il annonce une politique libérale, économique, ferme et prudente.

N'est-ce pas se moquer du pays que de parler de la sorte? Ne sait-on pas par expérience de quoi les républicains sont capables, en matière de paix et d'économie?

Les promesses de M. Brisson auront vite fait d'aller retrouver les autres programmes républicains. Et il ne restera, il ne peut rester, sous la République, que le faisceau à double hache annoncé par M. Lockroy.

LA POUTRE ET LA PAILLE

Les élections du 4 octobre, dont les résultats seront inévitablement complétés par ceux des élections du 18, apparaîtront à tous les esprits préjugés comme la manifestation d'un peuple qui, sentant sa vie attaquée dans ses sources, proteste contre la dissolution qui l'environne et contre la mort qui le menace. C'est ce qui explique que les républicains n'aient compris jusqu'ici ni leur caractère ni leur signification, ni leurs conséquences. Le matérialisme étroit de l'école jacobine lui interdit toute investigation sérieuse et profitable dans le domaine des causes morales. Or, ce sont, n'en déplaise à nos maîtres d'hier, les causes morales qui gouvernent le monde; c'est le souci de l'idéal, du dévouement à la patrie, du respect de la religion et de la morale, également outragés par la politique républicaine, qui domine et dominera pendant longtemps encore la conscience des masses françaises.

Ceux de nos confrères qui défendent la République dans la presse de Paris n'ont, dans les réflexions qu'ils ont consacrées au mouvement de protestation qui a soulevé la France il y a huit jours, pénétré que jusqu'au fait — et non au delà. Ils n'ont vu ou voulu voir, dans le succès des candidatures conservatrices, que le résultat d'une campagne d'opposition conduite avec une perfidie intelligente. Il y a, à notre avis, tout autre chose dans cette manifestation des tendances et des volontés populaires, et nous venons de l'exprimer et de l'indiquer.

Mais puisque les publicistes républicains placent eux-mêmes la controverse, qui s'agit et s'agit toujours entre eux et nous, sur le terrain des droits, des devoirs et de la bonne conduite des oppositions, il ne saurait nous déplaire d'aborder l'examen des faits actuels sous ce point de vue un peu restreint. Justement la lecture de la belle étude que M. Gaston Boissier, de l'Académie française, vient de consacrer à l'opposition sous les Césars, nous a merveilleusement disposé à soutenir cette utile dispute.

Ce serait donc, d'après nos confrères de la presse de gauche, la manière dont les actes du cabinet Ferry ont été exploités par les conservateurs, qui aurait poussé au scrutin les masses rurales, unies, coalisées dans une pensée de subversion. La conception qui avait présidé à l'envoi de nos troupes au Tong-King, que le *Temps* et le *Journal des Débats* trouvaient tellement défendable qu'ils l'ont défendue, a été outrageusement déformée et systématiquement dénaturée. L'état critique de notre agriculture et de notre industrie, l'état alarmant de nos finances publiques, l'état humiliant de nos relations avec l'étranger auraient été exploités sans ménagements et sans justice contre les hommes en place et contre le régime en vigueur. Bref, l'opposition conservatrice se serait, dans la lutte récente, servie d'armes déloyales, d'armes empoisonnées et défendues; elle aurait agi avec une insigne et peu patriotique mauvaise foi.

Nous nions les faits tout d'abord, et nous soutenons que les appréciations portées par les conservateurs sur la politique du Tong-King, sur la gestion économique, financière et morale des affaires de l'Etat par les républicains, sont parfaitement justifiées et légitimes : elles sont même empreintes de modération, si dans leur ensemble et dans leurs détails on les compare à celles que certains publicistes radicaux ont émises sur les mêmes sujets.

Mais il est surtout bien amusant et bien instructif de voir les républicains arrivés au pouvoir prêcher aux oppositions la modération, la bonne foi et la décence.

De tout temps et sous les régimes les plus divers, les oppositions républicaines se sont signalées par leur frénésie haineuse, par leur amour du scandale, du dévergondage et du mensonge. De tout temps et sous tous les régimes, tous les moyens leur ont semblé bons et licites pour détruire les gouvernements qu'elles détestaient, pour s'emparer du pouvoir qu'elles convoitaient.

M. Gaston Boissier, dans le livre que nous avons signalé plus haut, établit que, sous Nérone comme sous Trajan, sous Marc-Aurèle comme sous Tibère, sous les bons princes comme sous les mauvais, l'opposition républicaine, ennemie du repos et de la prospérité d'une nation incontestablement mieux gouvernée par un monarque que par une oligarchie, a usé des procédés les plus ignominieux et les plus universellement condamnés et condamnables. C'est au point que l'indignité manifeste de ces

actes odieux a provoqué parmi ceux des savants modernes qui ont étudié à fond l'antiquité une réaction d'horreur qui les a poussés à réhabiliter Tibère, à excuser Nérone, à absoudre presque Caligula.

Mais sans aller chercher si loin de nous des leçons et des exemples, n'avons-nous pas dans l'âge moderne des faits qui nous autorisent à juger comme il convient, c'est-à-dire selon la morale et suivant l'équité, l'opposition républicaine? Aucun homme vivant et pensant, Dieu merci ! n'a oublié l'histoire du règne de Napoléon III. Qu'a donc été, durant ce règne, l'opposition des cinq au Corps législatif, sinon une conspiration de près d'un quart de siècle contre le repos public, contre la sécurité nationale, contre le patriotisme, contre la justice, contre la vérité. Certes, ils s'entendaient infiniment mieux que les conservateurs d'aujourd'hui à dénaturer les intentions les plus nobles, à flétrir la vertu, à absoudre le crime, ces orateurs venimeux qui n'ont cessé pendant vingt ans de poursuivre un gouvernement trop généreux et un souverain trop magnanime de leurs sarcasmes et de leurs calomnies. Ils ne se sont jamais lassés de crier et de mordre, pas même au lendemain de cette révolution criminelle qu'ils firent devant l'ennemi. Rien ne leur a été sacré, ni l'infamie supportée avec courage, ni la douleur maternelle et conjugale, rien, pas même la mort.

Et des écrivains qui se sont associés d'une façon plus ou moins directe à ces œuvres détestables, qui tout au moins en ont admiré et approuvé les résultats, viennent aujourd'hui suspecter la bonne foi de l'opposition conservatrice et lui demander hypocritement plus de justice et plus de courtoisie!

La prétention est presque cynique et nous n'avons qu'à renvoyer les républicains à l'étude de leur propre histoire : qu'à leur rappeler la parabole évangélique de la poutre et de la paille; qu'à leur affirmer, malgré qu'ils en aient, qu'en fait de mauvaise foi mise au service de la politique ils resteront toujours les maîtres, les classiques immortels.

La diplomatie n'a jusqu'à présent rien trouvé pour résoudre la situation créée par les événements de Roumélie. Les incertitudes, les hésitations du début ont permis aux choses de se compliquer de telle façon qu'il lui est devenu fort difficile aujourd'hui de prévenir un conflit, qu'un peu d'énergie aurait pu éviter.

La stricte exécution du traité de Berlin, qui donnait au sultan le droit de rétablir l'ordre trouble à Philippopolis, eût été la meilleure politique à suivre comme la plus honnête. On ne l'a pas voulu. On a voulu chercher des attermoiements, on a ménagé tel prince parce qu'il était le protégé de tel ou tel grand souverain, on a reculé devant la déposition de tel ou tel autre prince par égard pour un puissant patron, et forte de ces encouragements tacites et de cette visible indulgence, toute la gent princière des Balkans s'est mise en mouvement.

Aujourd'hui, on recule ce qu'on a voulu. Le gouvernement ottoman qui voit les armées serbes, bulgares et grecques se masser sur ses frontières, commence à perdre patience. Avant de recourir à la force, le sultan a adressé aux grandes puissances un nouvel appel, leur demandant d'agir ou de lui rendre sa liberté d'action.

Mais si les divers cabinets de l'Europe interrogés restent muets, il ne faut pas s'étonner de voir l'armée turque entrer en campagne et se charger du soin de rétablir l'ordre elle-même.

Il est grand temps, en effet, que le scandale cesse; il est grand temps que quelqu'un rappelle à la modération, à la bonne foi tous ces roitelets aux insatiables appétits qui — nés d'hier — parlent de leurs droits comme s'ils ne devaient point leur existence à la bienveillance de cette Europe dont ils troublent le repos et compromettent les intérêts.

Un journal anglais s'écrit l'autre jour :

« Where is the police? — Où est la police? »

Ce cri est celui que fait pousser à tous les gens sensés l'attitude de la Serbie, de la Bulgarie et de la Grèce. — Ces petits peuples ont besoin d'une bonne correction. Puisque l'Europe ne sait point se faire respecter, puisqu'elle ne veut point intervenir directement, qu'elle laisse le gouvernement ottoman jouer le rôle du gendarme, et tant pis pour ces émetteurs couronnés si le gendarme à la main un peu lourde!

Il existe à Bordeaux un journal républicain qui s'appelle la *Victoire*, et qui se trouve fort embarrassé pour faire accorder son titre avec la situation présente de son parti.

Ce journal nous déclare que le scrutin du 4 octobre ne lui a pas causé ce qu'on appelle une grande douleur; qu'il n'a ressenti qu'une simple émotion, et qu'il n'a pas perdu la tête.

Or, c'est à la *Patrie* que s'adresse le journal en question; c'est à nous qu'il raconte ainsi que son état mental est satisfaisant.

Nous avons écrit ceci l'autre jour : « Le pays a clairement indiqué, dimanche dernier, ce dont il ne voulait plus; il n'a pas dit, il ne pouvait dire ce qu'il voulait ».

— « Eh bien ! il reste à lui demander ! » s'écrit le journal républicain de Bordeaux.

Et il ajoute :

« Que la *Patrie* demande donc au pays ce qu'il veut. Nous ne sommes inquiets ni de la question, ni de la réponse. C'est parler comme il sied à une feuille intitulée la *Victoire*; mais encore faudrait-il avoir vaincu pour s'exprimer si victorieusement.

Eh oui ! il reste à consulter le pays !

On nous dit de le consulter : il y a longtemps que ce serait fait, si l'on avait voulu nous croire.

Combien de fois n'avons-nous pas réclamé l'appel au peuple ! Mais les républicains ont peur pour du suffrage universel pour consentir à lui adresser une simple et grande question sur la forme du gouvernement.

Le reproche de la *Victoire* se trompe donc d'adresse : ce n'est pas nous qu'il atteint, mais le parti républicain tout entier.

Pour nous, nous n'avons jamais cessé de dire, et nous répétons aujourd'hui : il faudra en venir à l'appel au peuple; il n'y a pas d'autre solution au gâchis politique et social que nous devons à la République.

Bien que de toutes parts nous parviennent des renseignements confirmant ce que nous avons dit de l'envoi de nouveaux renforts au Tong-King, le gouvernement continue à essayer de tromper l'opinion publique à ce sujet. Au ministère de la marine, on prépare des contrats avec les grandes compagnies maritimes en vue de transports de troupes; au ministère de la guerre on poursuit le travail de formation d'un nouveau corps d'armée, mais nous sommes en pleine période électorale, et jusqu'à la dernière heure — c'est-à-dire jusqu'au 19 octobre — on gardera le secret sur ces préparatifs. Le succès des candidats républicains l'exige.

Malgré les démentis officiels de l'agence Havas nous persistons donc à affirmer que, loin d'être rassurante, notre situation au Tong-King nécessite l'envoi de forces nouvelles; et puisque le ministère veut des faits, en voici un qu'il ne démentira pas : Est-il vrai que le 1^{er} régiment de la légion étrangère devait partir vers la fin de septembre? Est-il vrai que le départ de ce régiment a été retardé jusqu'après les élections?

Ces renseignements joints à tous ceux que publient les autres journaux ne prouvent-ils pas que le gouvernement actuel, fidèle aux traditions de ceux qui les ont précédés au ministère, nous cache la vérité ou ne la laisse venir jusqu'à nous qu'altérée et défigurée? L'expédition du Tong-King c'est pour l'opportuniste la tâche de sang qui souillait la main de lady Macbeth : tous les mensonges officiels ne l'effaceront point!

Les journaux rouges enregistrent avec empressement la dépêche suivante que nous transmet l'agence Havas :

Marseille, 12 octobre.

Le conseil municipal a voté l'urgence et le renvoi à la prochaine séance de la discussion d'un vœu présenté par M. Gras, conseiller socialiste, tendant à ce que le Parlement prononce, dès la rentrée, l'expulsion du territoire français, de tous les princes des familles déchues et demandant que toute tentative de restauration monarchique soit punie de mort.

Il nous semblait avoir lu quelque part, dans la loi, que les conseils municipaux n'avaient pas à connaître de questions politiques; nous avouons, du reste, que les conseillers municipaux de Marseille sont tout à fait dans les traditions de 93, préconisées hier par le *Cri du Peuple*.

La question est, du reste, à l'ordre du jour.

L'*Intransigeant* déclare qu'elle va de nouveau se poser. « Faut-il expulser ou guillotiner les princes? » Hier, le *Cri du Peuple* était pour la guillotine; l'*Intransigeant* n'est encore qu'à l'expulsion; mais, patience ! il ne tardera pas à rejoindre son confrère rouge. Sur ce chemin-là, on va vite!

CHRONIQUE ÉLECTORALE

SEINE-ET-OISE

M. de Magnitot, l'un des grands agriculteurs de Seine-et-Oise, et membre important du Comité de la défense agricole, vient de publier la lettre suivante que nous reproduisons à titre de document :

Magitot, le 10 octobre 1885.

Canton de Magny-en-Vexin (Seine-et-Oise)

Monsieur le sénateur,

Le résultat du scrutin du 4 octobre, dans le département de Seine-et-Oise, a nettement tracé le devoir de tous les honnêtes gens sans distinction de parti :

L'union pour la préservation sociale, devant les menaces du radicalisme.

C'est bien ainsi que l'ont compris les adhérents à la Ligue de la défense agricole, et c'est par acclamation et à une immense majorité, sinon à l'unanimité, que dans l'assemblée générale du 7 octobre dernier, après les loyaux et patriotiques déclarations de MM. Brincard et Haussmann, ont été votées les résolutions suivantes :

Lutte d'outrance contre le radicalisme. Démarches courtoises, malgré les froissements de la lutte, auprès du Comité républicain libéral, pour arriver à un rapprochement, à une fusion sur ce terrain et à la formation d'une liste commune.

La proposition de continuer seuls la lutte, dans le cas où, pour des raisons quelconques, ces négociations n'aboutiraient pas, a

dû être retirée formellement avant même d'être énoncée pour ainsi dire devant la réprobation énergique et à peu près unanime dont elle a été l'objet.

Toute illusion à ce sujet ne pouvait être, en effet, que coupable ou folle, et mes amis, mes collègues et moi, avions trouvé qu'il serait antipatriotique d'assumer la responsabilité d'une lutte sans autre résultat possible que le triomphe des radicaux.

Aujourd'hui, l'union accomplie des opportunistes et des radicaux, bien loin d'avoir rien changé à la situation, montre que ces partis font passer avant l'intérêt du pays leurs rancunes, leurs passions, leurs appétits et plus impérieusement que jamais nous impose des devoirs auxquels nous ne faillirons pas.

L'accord désiré n'a pas eu lieu. Il ne s'agit pas de rechercher les motifs ou les prétextes, mais de pallier dans la mesure du possible les inconvénients de cette regrettable solution d'une situation que l'union loyale eût rendue si forte.

Il n'y a qu'un moyen à la fois imposé par le patriotisme et par le vote de l'Assemblée générale des adhérents à la Ligue de la Défense agricole :

Abandonner la lutte en ce qui nous concerne, et engager les électeurs à reporter leurs suffrages sur la liste des républicains libéraux dont les opinions peuvent ne pas être les nôtres, mais qui n'en sont pas moins décidés comme nous à défendre les principes fondamentaux de l'ordre social et de la prospérité publique menacés.

Si donc aujourd'hui, obéissant à je ne sais quelle mobilisation, le Comité ou une fraction du Comité de la Défense agricole veut continuer la lutte et présenter aux électeurs une liste quelconque de candidats, quelque sympathiques que beaucoup de ces derniers puissent nous être personnellement, je n'hésite pas à déclarer hautement, au nom de mes amis et collègues et au mien, que ces agissements antipatriotiques et abusifs contraires aux vœux de la majorité des adhérents dont ils ne tiennent nul compte, trompent à la fois les candidats et les électeurs, et sont l'œuvre exclusive de quelques individualités sans mandat.

Les adhérents de la Défense agricole et les électeurs qui les ont suivis au scrutin le 4 octobre ne relient pas leurs convictions, n'abandonnent pas leurs espérances; mais, soucieux avant tout de la prospérité de la France, ils n'en sauraient un seul instant souhaiter la réalisation, à la suite de la réaction que ne manqueraient pas d'amener après des ruines sans nom, les malhonnêtes et criminelles entreprises du radicalisme triomphant.

Is voteront donc pour la liste des républicains libéraux, s'en rapportant à leur loyauté et à leur énergie du soin de soutenir la grande cause nationale de l'agriculture et de poursuivre sans faiblesse l'œuvre de la préservation sociale.

Je vous autorise, monsieur le sénateur, à faire de cette déclaration l'usage que vous croirez utile. Il est urgent de dire toute la vérité aux électeurs et de les mettre en garde contre de coupables et folles manœuvres.

L'heure est solennelle et le temps matériel me manque pour grouper autour de ma signature celles des adhérents dispersés dans tout le département; mêlé à leurs discussions, témoin de

confiance, soyez encore une fois remerciés, mais qu'aucun de vous ne vote aujourd'hui pour moi; nous nous rallierons demain.

Une réunion consensuelle a eu lieu hier à la présidence de M. Henri Desprez, président du comité du dix-septième arrondissement. Il a ouvert la séance par une courte allocution dont voici le début :

Messieurs, la France vient de parler. Plus de 180 conservateurs élus; environ 135 opportunistes, ou radicaux. Voilà sa première réponse.

Cette première réponse de la France est étonnante pour ceux qui ont mérité son blâme.

Dans quelques jours, la nation va compléter son verdict.

La masse du pays est composée de braves gens, et quand la majorité a vu clair, elle s'est éloignée de ceux qui l'avaient trompée.

Nous voulons tous la même chose, n'est-ce pas, messieurs : le gouvernement sage et modéré du pays par lui-même; une politique d'ordre et d'économie et nous réprouvons les violents de tous les partis.

Voilà la vraie signification de la réponse de la France.

M. Ferdinand Duval félicite les électeurs d'avoir donné 92,000 suffrages aux candidats de l'Union conservatrice et fait remarquer que le 18 octobre on aura à choisir entre les radicaux et les conservateurs.

Vous connaissez notre programme : si vous voulez la paix, l'ordre, la conscience, le respect de la religion, vous voterez pour les candidats de l'opposition conservatrice.

M. Denys Cochin prend ensuite la parole :

Depuis que les républicains sont au pouvoir, dit l'honorable conseiller municipal, ils n'ont fait que de l'arbitraire. Ils ont méconnu tous les honnêtes gens.

Il faut donc que, devant l'union des républicains, la coalition des conservateurs soit plus puissante que jamais.

Après un éloquent discours de M. Leroche, la séance est levée aux cris répétés de : « vive la France ! »

Un abonné du *Matin* écrit à son journal et lui fait part de ses idées. Il n'est pas très satisfait des élections, car cet abonné est républicain. Et puis, il trouve que si les chefs du parti républicain sont dans leur rôle en prêchant une étroite discipline pour le deuxième tour de scrutin, c'est trop exiger des républicains raisonnables de leur demander leurs suffrages pour certains candidats tels que les citoyens Camélinat et Michelin. Le correspondant du *Matin* reconnaît que non seulement les conservateurs sont plus de deux cents dans la nouvelle Chambre, mais qu'ils comptent dans leurs rangs des hommes d'une véritable valeur.

ARDÈCHE

Nous trouvons dans le *Patriote de l'Ardeche* le compte rendu d'une réunion électorale tenue, samedi dernier, aux Vans. MM. Henri Chevreau, Blachère et Vernet y assistaient :

Il s'agit tout à fait d'un charnel auditoire composé de plus de 2,000 personnes, par l'élégance et la clarté de leur parole.

M. Blachère met en lumière toutes les souffrances de l'agriculture, la situation misérable de nos campagnes que viennent encore aggraver les charges des impôts toujours croissantes en même temps que le budget grossit démesurément.

L'orateur est plusieurs fois applaudi.

M. Vernet lui succède et aborde avec une vigueur et une logique qui imposent la conviction, le sujet si grave des dépenses scolaires qui ruinent les départements et les communes. Il rappelle les dispositions vexatoires relatives au service militaire, apporté partout par les 25 et 13 jours si préjudiciables à l'agriculture, à l'industrie et à toutes les carrières libérales, et sa démonstration si saisissante et si vraie provoque des applaudissements unanimes.

M. Chevreau prend la parole à son tour sur la politique générale.

Quand M. Henri Chevreau, avec sa chaude éloquence, a dit, en parlant de M. Vernet : « Ce gouvernement de violence et d'arbitraire a bien pu l'arracher à son siège de président, mais il n'a pu lui enlever ni sa robe d'avocat, ni sa réputation d'homme de bien, ni son talent », les applaudissements ont éclaté de toutes parts; ils ont été plus unanimes encore quand l'orateur s'est écrié : « La France, si nous parvenons à l'arracher aux hommes qui l'exploitent et qui la ruinent, la France saura bien un jour indiquer ses préférences et tous les partis s'inclineront devant sa volonté souveraine. »

Le geste et la voix vibrante de M. Henri Chevreau soulignent encore cette fièvre de déclaration.

C'est aux cris de vive la France ! vive M. Henri Chevreau ! que la réunion s'est séparée.

Le soir, un banquet a été offert à M. Henri Chevreau à l'hôtel Darlalion par tous les membres du comité sous la présidence de l'honorable M. Duclaux-Montellé. A ce dîner, M. Henri Chevreau a porté la santé de cet homme de bien ainsi que celles de MM. Perrin et Tournier, et on s'est séparé en se promettant de rester fidèle à l'alliance loyale conclue entre les conservateurs et de ne faire aucun changement à la liste arrêtée.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 13 OCTOBRE

En France, la température va rester basse; le temps est à averses dans le Nord et l'Est.

Hier, à Paris, la journée a été assez belle.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent des régions N. fort; mer houleuse.

Océan. — Vent des régions N. fort; mer agitée.

MÉDITERRANÉE. — Vent d'entre O. et N. faible à modéré; mer agitée.

Anjourd'hui, 13 octobre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quélin, 1 rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... + 6 2/5
A onze heures du matin..... + 9 5/5
A deux heures du soir..... + 10 2/5
Température la plus basse de la nuit + 5 5/5

Le baromètre est à 755 millimètres.

Le service funèbre de la reine Louise-Marie d'Orléans, première reine des Belges, a été célébré hier matin à Bruxelles. Toute la maison royale y assistait, à

l'exception du comte de Flandres, en ce moment en Italie, et de la comtesse, chez sa mère à Sigmaringen.

Un grand nombre de bouquets et de couronnes avaient été déposés sur la tombe de la Reine.

Un pèlerinage patriotique a eu lieu hier à Bagnaux, à l'occasion de l'anniversaire de la bataille qui a coûté la vie au commandant Dampierre et à un grand nombre de mobiles de l'Aube. Un service religieux a été célébré, hier matin, à l'église paroissiale de Saint-Herbaland, pour le repos de l'âme des soldats morts en 1870 pour la défense de la patrie.

Beaucoup de dames en grand deuil assistaient à cette cérémonie.

La Société d'encouragement pour l'industrie nationale est autorisée, par décret, à accepter le legs qui lui a été fait par M. Henri Giffard, aux termes de son testament, et qui consiste en une somme de 50,000 francs.

La Société des ingénieurs civils est autorisée à accepter le legs qui lui a été fait également par M. Henri Giffard, aux termes de son testament, et qui consiste en une somme de 50,000 francs.

Un capitaine de port, à Oran, M. Courdray, vient d'inventer un boulet torpille, dont les effets sont réellement effrayants et font prévoir une véritable révolution dans l'art naval contemporain. Avec le boulet torpille, les bateaux sous-marins, les torpilleurs, etc., semblent en effet devenir inutiles.

Qui donc, après cette miraculeuse invention, oserait nier les progrès de l'humanité ?

Des incidents tumultueux ont signalé, cette année, les séances du concours de l'Internat des hôpitaux. Les concurrents ont prétendu qu'un médecin des hôpitaux, avant le concours, avait divulgué les questions qu'il avait proposées.

La dernière séance n'a pu être continuée, à cause du tapage, et a été renvoyée à aujourd'hui mardi.

Dimanche, sur la petite place de Drapeau (Seine-et-Oise), une manifestation bien étrange rassemblait dans un souflet d'humaine reconnaissance les habitants de tous ces villages en bordure des bois de Sénart, Villeneuve-Saint-Georges, Mainville, Vigneux, Champigny, Soisy, etc. Tous étaient venus pour assister, malgré la pluie et le vent, à l'inauguration d'une charmante fontaine commémorative, élevée par souscription à la mémoire d'un modeste et bon vieux médecin de campagne, le docteur Rouffey, qui pendant plus de quarante ans, avec une abnégation et un désintéressement sublimes, a parcouru, dans son rustique cabriolet bien connu des malheureux, toutes ces belles routes du canton de Corbeil.

Il doit être permis d'ajouter ici qu'un autre hommage avait été déjà rendu au docteur Rouffey.

Sous le nom de docteur Rivals, il figure dans le livre ému d'Alphonse Daudet : *Jack*.

Nous avons dit dernièrement qu'un duel tragique venait d'avoir lieu entre deux officiers, en Espagne, dont l'un avait été tué.

Voici de nouveaux détails sur cette dramatique affaire :

À la suite de propos offensants tenus par le commandant Jaquetot sur un membre de la famille de l'autre officier, celui-ci se livra à des voies de fait sur la personne de l'offenseur.

Un duel fut décidé.

Cette rencontre a eu lieu ces jours derniers sous les murs du cimetière municipal de l'Est. Les conditions du combat étaient les suivantes : l'arme choisie, le pistolet; les adversaires feraient feu à volonté après le signal donné par les témoins; ils se seraient placés à une distance de vingt-cinq pas; ils avanceraient à chaque coup, de cinq pas l'un sur l'autre, jusqu'à ce que l'un d'eux eût fait mis hors de combat.

Ce fut le commandant qui tira le premier; le capitaine riposta sans résultat. Le commandant avança ensuite de cinq pas, mais il fit feu par mégarde et avant le signal. Son adversaire insista très énergiquement et très noblement pour qu'il recommencât l'épreuve. Le commandant recommença et blessa son adversaire au coude. Celui-ci tira à son tour et logea sa balle dans l'œil droit du commandant Jaquetot, qui tomba pour ne plus se relever.

Le commandant Jaquetot avait deux lettres dans ses poches : l'une qu'il adressait à sa femme pour l'informer de l'affaire d'honneur dans laquelle il s'était trouvé engagé; la seconde qu'il adressait au juge pour le prier de n'accuser personne de sa mort.

La chaloupe opportuniste ayant éprouvé force avaries lors de la dernière tempête électorale et l'embarcation commençant à faire eau de toutes parts, une partie de l'équipage cherche à se sauver en passant à bord de la galère ennemie la *Radicalité*.

Voici dans quels termes M. Paul Bert annonce au *Voltairin* son virement de bord :

Un journal disait que nos défaites étaient dues à ce que l'on avait trop cédé, pendant la dernière législature, aux sollicitations radicales; je pense exactement le contraire, et je crois que, si nous ne voulons pas voir nos amis se décourager et la masse flotter comme en dérive, il faut, tout de suite et énergiquement, donner un coup de gouvernail à gauche.

M. Paul Bert, on le voit, connaît beaucoup mieux les vaisseaux des animaux qu'il vivisecte que ceux de notre marine; sans cela il n'aurait pas écrit juste le contraire de ce qu'il a voulu dire. On sait, en effet, qu'en donnant un coup de gouvernail à gauche, on va infailliblement à droite.

Le chaloupier Goujard ne s'y serait pas trompé.

Un de nos lecteurs fait observer, au sujet de l'article publié dans la *Patrie*, le 11 courant, sur le « Vote des Radicaux », que la responsabilité de ce vote retombe sur le ministère, qui a eu le tort de faire les élections pendant les vacances.

Personne n'ignore qu'à cette époque le bon sens est à la campagne.

ACTES OFFICIELS

Mouvement judiciaire

Sont nommés :

Président de chambre, à la cour de Liège, M. Tuniis, président de chambre à la cour de Liège, en remplacement de M. Armand, admis à faire valoir ses droits à la retraite et nommé président honoraire.

Président de chambre à la cour de Liège, M. Bonnet, avocat général près la cour de Liège.

Avocat général près la cour de Rennes, M. Pain, substitut du procureur général d'Amiens.

Substitut du procureur général près la cour d'Amiens, M. Ninard, ancien magistrat.

Président du tribunal de Die, M. Jouglard, juge d'instruction à Evreux.

Président du tribunal d'Evreux, M. Leclercq, juge d'instruction à Louviers, en remplacement de M. Dimbleval, admis à faire valoir ses droits à la retraite et nommé président honoraire.

Juge au tribunal de Louviers, M. Loriot, juge d'instruction à Pont-Audemer.

Juge au tribunal de Pont-Audemer, M. Bouvet Renière, juge à Rocroi.

Juge au tribunal d'Evreux, M. Jouvin, juge suppléant à Yvetot, en remplacement de M. Bouzanquet, dont la démission est acceptée.

M. Sentis, juge au tribunal de Valenciennes, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Loriot, nommé par le présent décret juge au tribunal de Louviers, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

M. Desmarest, juge au tribunal de Pont-Audemer, remplira, au même siège, les fonctions de juge d'instruction.

avait pour but de remédier à certains inconvénients signalés plus haut. Mais on n'est pas artiste et spéculateur tout à la fois. La librairie en question, mal administrée, disparut et on renoua une tentative qui avait contre elle la force du préjugé, les rivalités littéraires et l'indifférence de ceux qui pouvaient s'en passer. Est-ce à dire pour cela qu'il n'y ait plus rien à faire et que la question soit enterrée ou vidée? Je ne crois pas. Nous vivons d'ailleurs à une époque où les problèmes s'imposent, et je ne vois pas pourquoi on refuserait aux ouvriers de la pensée ce que l'on accorde aux autres. C'est-à-dire le droit de coopération. Vous me direz que les sociétés coopératives n'ont pas toutes réussi, et qu'il faut traverser la Manche ou l'Atlantique pour les voir en pleine prospérité. J'en conviens; j'ajouterai même que la lutte du travail et du capital, pour parler le langage du jour, est peut-être la plus délicate qu'aient eue. Mais de ce que la chose est difficile, cela veut-il dire qu'elle soit impossible? Ce dernier mot, on le sait, n'a jamais été français, et la Société des Gens de lettres, si elle le veut, est de taille à trouver une solution qui satisfasse tous les intérêts. Quelle se figure qu'elle est en présence de « la Question d'Orient », qui est autrement compliquée et que les ambassadeurs examinent en ce moment à Constantinople; qu'elle réunisse ses propres plénipotentiaires autour du tapis vert de ses délibérations du lundi, et qu'elle leur confie la mission de formuler un projet de conférence; qu'elle nomme même des délégués spéciaux, s'il le faut, et elle verra qu'elle arrivera au but. En somme, elle se compose de près de sept cents membres, je crois; elle rend de sérieux services à la grande famille littéraire française, en défendant ses intérêts dans le monde entier, en lui assurant des pensions pour la vieillesse et des secours en cas de maladie. Bref, elle est une bonne mère ou une sœur généreuse dont l'amour et le dévouement n'ont pas de bornes; mais elle pourrait cependant faire plus encore si on lui donnait les moyens et si elle voulait bien les adopter.

Le tout est donc, je le répète, d'étudier la question et de s'entendre. Je ne dis pas qu'on trouverait à assurer 3,000 livres de rentes à tous ceux qui tiennent une plume, comme s'ils se contentaient d'élever de simples lapins; mais on pourrait évidemment augmenter leur bien-être, ou diminuer les difficultés de leur existence, en les faisant participer plus largement aux bénéfices de leurs œuvres.

J'ai connu, autrefois, un brave poète qui avait certainement formé, en sa jeunesse, le rêve doré de marcher sur les traces de Victor Hugo ou d'Alfred de Musset, mais qui n'avait pas réussi et ne savait plus trop à quel saint se vouer.

C'était, d'ailleurs, un grand et beau garçon, taillé comme un Hercule, et aussi plein d'énergie que de force. Il ne se découragea donc pas et fit, au contraire, sur sa propre situation les réflexions les plus sages et les plus pratiques. Je dois ajouter qu'il avait un grain de philosophie et qu'il était d'une sobriété rare. Il prit le taureau par les cornes, c'est-à-dire qu'il alla s'embarquer à Gravelines, comme « matelot gagnant son passage », à bord d'un long et caboteur, et que, la semaine suivante, il débarqua à Calcutta, où il demandait au maire de l'endroit l'autorisation de faire une conférence française sur Molière, dans l'école communale, au prix de six shillings.

Après avoir été pour les *French scholars* de l'autre côté du détroit, les autorités sont aussi larges que faciles, et notre lecteur improvisé trouva vite à se tirer d'affaire. Quelquefois, c'est sous le patronage du maître d'école ou du pasteur local qu'il plaçait sa fameuse conférence sur Molière, et qu'il distribuait ses brochures *ad hoc*; mais jamais il ne restait deux jours dans la même ville. Il offrait sa recette, faisait même son offrande aux pauvres, puis repartait régulièrement le lendemain pour la station voisine où il recommençait.

Généraliste, c'était Molière qui faisait les frais de la « lecture », à moins que ce ne fût la Fontaine ou Boileau, mais avec ce bagage littéraire, notre homme achevait le tour du Royaume-Uni, et quand l'Angleterre fut exploitée comme un citron dont aurait tiré plusieurs limonades, il s'embarqua pour l'Amérique où il se rencontrait avec son « baluchon », comme je l'avais plusieurs fois aperçu de l'autre côté du détroit. Le « baluchon » en question contenait les trois ou quatre « lectures » stéréotypées, dont il ne sortait pas, plus son habit noir et ses hardes. Quant à ses brochures, elles le suivaient en ballots sur le chemin de fer, et il les semait sur sa route comme une manne bienfaisante.

Qu'est devenu aujourd'hui ce poète errant, que j'ai retrouvé un peu partout, dans les deux mondes? Je l'ignore et je ne rappelle ici ses exploits oratoires et littéraires que pour soutenir la justice de ma thèse. Que les gens de lettres se comprennent entre eux, comme ce poète incompris était aidé tout seul, et ils arriveront par la coopération à des résultats bien autrement profitables et brillants.

Imitez le gouvernement, mes chers confrères, nommez des « commissions » et des « sous-commissions ». S'il le faut, seulement, tâchez qu'elles aboutissent à quelque décision, car, vouloir, c'est pouvoir, et vous avez tout ce qu'il faut : la lumière, l'intelligence, le dévouement, pour enfanter une œuvre viable et utile, qui puisse être acceptée, à la fois, par le public, le commerce de la librairie et les gens de lettres eux-mêmes !

Fortunio.

Le questeur délégué à l'honneur d'informer ses collègues de la législature 1881-85, que les cartes d'honneur qui leur ont été délivrées ne sont valables que jusqu'au 14 octobre, à minuit.

Malgré les instances répétées et pressantes de la questure, les Compagnies de chemins de fer se refusent jusqu'à présent à délivrer des cartes aux nouveaux élus.

Le questeur délégué, MADIER-MONTJAU.

Tout naturellement les députés républicains sortants protestent; ils prétendent que les Compagnies ne sont pas dans leur droit, puisqu'elles touchent leur mois d'octobre tout entier. Raisonnablement en principe, toute faveur qui tient à la fonction cesse lorsque la fonction cesse d'être remplie.

Or, les députés sortants ne sont plus députés, et les députés entrants ne le sont pas encore, puisqu'ils ne sont pas validés.

C'est limpide et légal.

Le questeur délégué à l'honneur d'informer ses collègues de la législature 1881-85, que les cartes d'honneur qui leur ont été délivrées ne sont valables que jusqu'au 14 octobre, à minuit.

Malgré les instances répétées et pressantes de la questure, les Compagnies de chemins de fer se refusent jusqu'à présent à délivrer des cartes aux nouveaux élus.

Le questeur délégué, MADIER-MONTJAU.

Tout naturellement les députés républicains sortants protestent; ils prétendent que les Compagnies ne sont pas dans leur droit, puisqu'elles touchent leur mois d'octobre tout entier. Raisonnablement en principe, toute faveur qui tient à la fonction cesse lorsque la fonction cesse d'être remplie.

Or, les députés sortants ne sont plus députés, et les députés entrants ne le sont pas encore, puisqu'ils ne sont pas validés.

C'est limpide et légal.

Le questeur délégué à l'honneur d'informer ses collègues de la législature 1881-85, que les cartes d'honneur qui leur ont été délivrées ne sont valables que jusqu'au 14 octobre, à minuit.

Malgré les instances répétées et pressantes de la questure, les Compagnies de chemins de fer se refusent jusqu'à présent à délivrer des cartes aux nouveaux élus.

Le questeur délégué, MADIER-MONTJAU.

Tout naturellement les députés républicains sortants protestent; ils prétendent que les Compagnies ne sont pas dans leur droit, puisqu'elles touchent leur mois d'octobre tout entier. Raisonnablement en principe, toute faveur qui tient à la fonction cesse lorsque la fonction cesse d'être remplie.

Or, les députés sortants ne sont plus députés, et les députés entrants ne le sont pas encore, puisqu'ils ne sont pas validés.

C'est limpide et légal.

Il proteste aujourd'hui, et il déclare hautement qu'une liste où se trouvent les noms de tant d'ennemis du peuple, les noms d'hommes qui ont voté les lois de famine, de souscription aux expéditions lointaines et organisées des assommoirs de Parisiens, ne peut être acceptée par tous ceux qui ont véritablement souci des intérêts du peuple et de la République.

La France libre dit à peu près comme le *Cri du Peuple* :

Peu importe à l'opportuniste la manière dont on le sert, pourvu qu'on le serve. La République démocratique et sociale est moins accommodante; elle veut être adossée noblement et d'une manière digne d'elle. Les défaites glorieuses valent mieux que les victoires louches, et conduisent plus vite au triomphe définitif.

La Justice s'écrit :

La liste une fois écrite des noms des candidats républicains que le suffrage universel a honorés d'un plus grand nombre de voix, nul n'a le droit d'y toucher, sans faire au devoir.

C'était bon au premier tour de tenir compte des sympathies personnelles, de faire à sa fantaisie une liste qui redressât les sentiments personnels. Rien de plus naturel alors. Mais ce qui était légitime le 4 devientrai coupable le 18.

Comment donc! il y a plus : il faut édicter des peines contre tous ceux qui se permettent de changer un nom à la liste sacrée, et pour assurer l'exécution de ce vote de concentration, tout électeur devra voter à bulletin ouvert sous l'œil vigilant de deux fédérés.

Le *Mot d'Ordre* s'inquiète, s'attriste de la soumission imposée aux opportunistes par les radicaux :

Il dépend de la sagesse politique de ceux qui, présentement, tiennent le premier rang dans les rangs du suffrage parisien de se faire de ceux qui ont été relégués au second des adversaires ou des alliés.

Pour notre part, nous souhaitons que l'ivresse d'une victoire inespérée ne fasse pas croire aux futurs élus qu'ils peuvent se passer de nous, et que la France doit être monarchiste ou intransigeante.

Le suffrage universel, qu'on ne l'oublie pas, est variable, et ce même Paris, qui se livre aujourd'hui à l'enthousiasme des votes au genre de Victor Hugo, a préféré naguère le sieur Vautrain à Victor Hugo.

Ce manque de confiance dans la sagesse radicale nous surprend, et cette façon de prêcher l'entente sera-t-elle du goût de ceux à qui elle s'adresse? Il est permis d'en douter.

D'autre part, sieur Vautrain est dur!

Le *National* publie à ce propos l'apologie suivante :

Un mécanisme qui conduisait un train composé de 90 wagons, en fait verser 23 à droite, en se lançant trop vite sur une pente qui tournait à gauche. — « Plus vite encore! lui crient les voyageurs des wagons de derrière! Plus vite encore à gauche! à gauche! » Conçoit-on de leur part une telle aberration ?

Cette même concentration inspire au *Temps* l'amère observation que voici :

Tout ce qui a une valeur propre en dehors des coteries politiques est écarté; et, pour achever le tableau, le suffrage universel parisien a épuisé le besoin d'aller chercher dans le Nord un cabaretier organisateur de grèves, comme si la capitale manquait d'un des arts et des lettres.

toute l'Europe, on disait au conscript qui allait à la guerre, avec entrain et résolution : « C'est là que tu vas, mon garçon ! »

Aujourd'hui, on n'en dirait pas autant et pour une bonne raison : on ne fait plus de conscripts !

Mais on fait des officiers, et le plus humble d'entre vous, chers enfants, peut et même doit avoir l'ambition de porter ce bel uniforme d'officier de l'armée française qui, quoi qu'il en soit, est le plus beau de tous, car il est le symbole de la noblesse dans notre Etat démocratique.

C'est là un progrès que l'on ne saurait trop hautement approuver. Il a d'abord pour but de donner d'excellents cadres à notre armée et d'écarter l'ambition de nos jeunes soldats, qui restent ainsi plus attachés à leur régiment et au drapeau.

Autrement, il fallait passer par l'école de Saint-Cyr pour devenir rapidement officier ; mais les examens d'admission pour cette école ont toujours été fort difficiles et exigeaient une instruction étendue, que tous les jeunes gens ne peuvent donner à leurs enfants ; tandis que, maintenant, tout jeune homme qui a obtenu gratuitement à l'école communale son certificat d'études en sait suffisamment pour pouvoir espérer, s'il continue à s'instruire, et rien n'est plus facile au régiment, être admis à l'école de Saint-Maixent, où, quatre ou cinq ans après, il peut être officier. N'est-ce pas un beau résultat ?

Travaillez donc, chers enfants, travaillez avec ardeur, en vue d'assurer vous-mêmes votre avenir. Dites-vous avec fierté que vous aussi vous voulez être fils de vos pères.

Et, à défaut d'ambition, ne vous préparez pas de cruels et d'amers regrets pour le jour où vous deviendrez des hommes en négligeant de vous instruire et d'acquiescer la science, qui vaut souvent mieux qu'une fortune.

D'ailleurs, vous le voyez, tout travail dans la nature. Le travail est donc une loi naturelle à laquelle on ne saurait se soustraire.

Pour assurer son existence, le sauvage, qui n'a pas de métier, est cependant obligé de faire des efforts de l'esprit et du corps, et c'est bien ce qui vous prouve, comme l'a dit le sage, que le travail est la loi de l'homme.

Et, en terminant, laissez-moi vous rappeler, chers enfants, que c'est par le travail que l'homme s'est racheté de l'esclavage et, comme l'a proclamé un grand orateur, c'est le travail seul qui constitue une nation.

Bien avant lui, Boileau avait dit d'une façon moins dogmatique, mais plus aimable :

Le travail, aux hommes nécessaire,
Fait leur félicité plutôt que leur misère.

Le Crime de Villemomble

De nouvelles confrontations ont eu lieu hier dans le cabinet de M. Athalin.

A deux heures, Châteauneuf a été introduit chez le juge et a renouvelé ses premières déclarations, dont quelques-unes ont été reconnues exactes par les témoins qui avaient été appelés pour la confirmation des déclarations.

A quatre heures, Sophie Mercier est annoncée.

Le juge fait lire par son greffier la lettre écrite par Châteauneuf à M. Knehn, Sophie en écoute la lecture avec la plus parfaite indifférence et en haussant les épaules, mais à ce passage de la lettre : « Elle prétend (Sophie Mercier) que Mlle E. Menetret est en vie. Or, dans une conversation avec moi, je lui ai arraché l'aveu qu'elle n'était pas vivante. De plus, j'ai retrouvé dans ses papiers des modèles de ses exercices d'écriture pour imiter l'écriture de Mlle E. Menetret. »

A ce passage, disons-nous, Sophie s'est écriée : Tu mens, misérable ! Mais comme elle ne peut pas le prouver, elle se tait.

Châteauneuf a gardé le silence.

— Tu vois bien, a ajouté Sophie, que tu n'as rien à répondre à nos questions, toi ! à qui j'ai fait tant de bien ! C'est lâche ! Dieu te punira !

C'est sur ce ton et en réfutant chacune des accusations contenues dans la lettre que Sophie Mercier a subi la confrontation avec son neveu.

A six heures seulement Châteauneuf a été réintégré au dépôt et Sophie reconduite à Saint-Lazare.

Il n'y aura plus ni confrontations ni constatations : l'enquête a réuni assez de preuves pour conclure à la culpabilité de Sophie Mercier, bien que celle-ci persiste à nier de la manière la plus énergique.

Quant à ses deux sœurs et à son frère, Joseph, ils bénéficieront d'une ordonnance de non-lieu, toute compliquée de leur part ayant été écartée.

Châteauneuf et Adèle seront poursuivis pour complicité de recel et de faux en écriture.

Me Stocquart, le défenseur de Châteauneuf et d'Adèle Mercier, est arrivé hier à Paris. Voici dans quelles circonstances il a été amené à venir conférer avec ses clients.

Lorsque Châteauneuf a été extradé, il croyait à un parti pris du parquet de la Seine, en présence des divers chefs d'accusation articulés contre lui.

Arrivé à Paris, il refusa d'abord de fournir aucune explication à M. Athalin. Cependant, ce magistrat lui ayant exposé qu'il n'avait eu communication des pièces que l'inculpé avait volontairement remises à Bruxelles que trois jours avant son transfert à Paris, Châteauneuf lui déclara que son avocat, Me Stocquart, en avait réuni de bien plus concluantes.

Il pria alors M. Athalin de le laisser conférer avec son conseil, disant que s'il était admis à se justifier en toute liberté, même pendant la période d'instruction, il se soumettrait à toutes les formalités judiciaires que l'exigeraient de lui.

Aussitôt M. Athalin, juge d'instruction, l'autorisa à écrire à Me Stocquart. Samedi dernier, Châteauneuf pria celui-ci de venir en toute hâte à Paris avec le mémoire des faits qu'il avait préparé depuis une quinzaine de jours et toutes les pièces de l'affaire.

Un complément venait s'ajouter à ce mémoire : il fournissait toutes les preuves d'un alibi recueilli par l'avocat, alibi démontrant la non-culpabilité de Châteauneuf au point de vue du vol et du recel.

Quant à Adèle, l'opinion de personnes, dont l'honorabilité est indiscutable, est qu'elle est incapable d'une action malhonnête.

Me Stocquart a acquis une fois de plus la preuve que tout l'argent que l'on a trouvé en possession d'Adèle et qui, d'ailleurs, lui a été rendu par la justice belge, provient des économies qu'Adèle a faites pendant son séjour en Belgique, sous la surveillance de Mlle Legrand elle-même qui s'occupait du placement des fonds.

M. Athalin a mis à la disposition du conseil de Châteauneuf et d'Adèle Mercier des permis pour voir ses deux clients.

Me Stocquart s'est rendu, aussitôt son arrivée, à Mazas, où Châteauneuf occupait la cellule n° 33, dans la 4^e division, et il a causé pendant plus d'une heure avec le neveu d'Euphrasie Mercier. Puis il s'est rendu à Saint-Lazare où il a vu Adèle.

Aujourd'hui, M. Athalin doit recevoir Me Stocquart qui viendra lui soumettre les pièces destinées à établir la non-culpabilité de ses clients.

GAZETTE THEATRALE

OBSEQUES DE M. PERRIN

Les obsèques de M. Emile-César-Victor Perrin, membre de l'Institut, administrateur général de la Comédie-Française, commandeur de la Légion d'honneur, ont eu lieu aujourd'hui à dix heures, au milieu d'une affluence considérable.

Les honneurs militaires étaient rendus par le 7^e régiment d'infanterie. Pendant la levée du corps, la musique a exécuté la « Marche de Chopin. »

Le cortège a quitté la maison mortuaire 135, boulevard Malesherbes, dans l'ordre suivant :

Une délégation de la société des machinistes des théâtres de Paris, portant sur son pavot une couronne d'immortalités ; Les employés du Théâtre-Français et leur couronne ;

Un magnifique bouquet de fleurs, placé sur un coussin et porté sur les épaules par les huissiers de la Comédie-Française, en grande tenue, en robe courte et habit noir, chaîne d'argent et chapeau clair à plumes ; Le corbillard de seconde classe, M. Perrin ayant toujours demandé les cérémonies et le convoi qui servent pour les obsèques de sa femme.

Les cordons du poêle, au nombre de huit, étaient tenus par MM. Kaempfen, directeur des beaux-arts ; Camille Doucet, Bouguereau, Victorien Sardou, Ambroise Thomas, Halévy, Got et Delaunay.

De chaque côté du corbillard marchaient les membres du comité : MM. Maubant, Goussier, aîné, Febvre, Worms, Larocque et Mounet-Sully.

Deux maîtres des cérémonies, portant sur des coussins volés de crêpes les décorations du défunt ; la croix de commandeur de la Légion d'honneur, la croix de commandeur des SS, Maurice et Lazare, les palmes d'officier de l'instruction publique, etc.

Venaient ensuite les serviteurs, puis la famille, les membres de l'Institut en uniforme, les sociétés et les pensionnaires de la Comédie-Française, la Société des auteurs dramatiques, la Société des gens de lettres, la Société des artistes peintres, la députation des théâtres subventionnés, etc.

Le convoi a suivi le boulevard Malesherbes, la rue de la Pépinière, la rue Saint-Lazare, et est arrivé à l'église de la Trinité.

— Comme elle est grandie ! murmura le visiteur.

— Grandie en tout, en savoir comme en vertus, fruit d'une éducation hors ligne.

— Me Maillard s'inclina en signe d'approbation.

— Me reconnaissez-vous, mademoiselle ?

— Oh ! oui, monsieur !

— Et vous n'avez plus peur, comme il y a six ans ?

— Non, monsieur, car je vous crois bon !

— Oh ! bon n'est pas le mot ; un notaire n'a pas le temps d'être bon ; je ne suis pas méchant, voilà tout.

— C'est déjà beaucoup... à ce qu'il paraît !

— Et qu'avez-vous appris cela, mon enfant ?

— Dans les livres.

— Eh bien ! mademoiselle, dit Me Maillard, vous saurez bientôt si les livres disent vrai et si le monde est aussi laid qu'on le prétend.

Cerise devint toute tremblante.

— Je vais voir le monde, balbutia-t-elle en interrogeant du regard comme elle interrogeait de la voix.

— Oui, mon enfant, lui répondit la directrice, votre éducation est finie et vous allez quitter cette maison où s'est écoulée votre enfance.

— Quel bonheur ! s'écria la jeune fille avec une spontanéité toute naïve.

Puis, se reprenant tout à coup en rougissant, elle ajouta :

— Oh ! pardon, madame !

L'exclamation avait arraché un sourire aux lèvres graves du notaire, mais elle avait fait faire une grimace à celles de Madame.

— Seriez-vous déjà ingrat ? dit-elle d'une voix aigre-douce.

— Oh ! non, madame, mais songez donc : voilà quinze ans que je suis ici sans voir personne, sans sortir !

Il était dix heures trois quarts. Les tribunes de l'église étaient déjà remplies. Pendant la cérémonie religieuse, célébrée par M. l'abbé Wendling, premier vicaire, la maîtrise de la Trinité, sous la direction de M. Grist, maître de chapelle, a chanté la messe des Morts. Les musiciens de l'Opéra, malgré les instances de MM. Ambroise Thomas et Albin, non plus que les choristes, n'ont pas voulu prêter leur concours à la maîtrise de la Trinité, sous prétexte que leurs engagements avaient été rompus au moment de la guerre par M. Perrin, qui usait de la clause des cas de guerre ou de force majeure.

Faire à merveilleusement chanté le *Pie Jesu* de sa composition et Talazac l'*Agnus Dei* de Stradella (*Pietà Signor*), d'autres *Adieu de primo cartello*, tout en conservant l'anonyme, sont venus renforcer la maîtrise de la Trinité.

A midi et demi, après l'absoute donnée par M. le curé, le cortège se reformait et montait la rue Blanche pour se rendre au cimetière Montmartre.

Sur la tombe, plusieurs discours ont été prononcés. M. Kaempfen a pris le premier la parole au nom de l'administration des beaux-arts : c'est l'hommage public que l'Etat lui devait. M. Bouguereau a parlé ensuite :

Messieurs,

Conformément à ses statuts, l'Académie des beaux-arts s'associe aux hommes distingués qui ont eu la gloire de consacrer leur vie à l'art et à la science, et elle a l'honneur de vous adresser ses condoléances, quoiqu'ils ne soient pas artistes eux-mêmes.

Ces frères adoptifs partagent avec nous, à rang égal, l'affection et l'estime qui unissent notre famille. Souvent ils nous apportent les concours précieux d'une grande expérience et de qualités pratiques ; leur vie devient pour nous une source de profit et de bonheur ; si la maladie les atteint, nous nous sentons frappés ; et quand la mort nous sépare, notre maison est en deuil.

Emile Perrin, membre libre de l'Académie des beaux-arts, nous a été enlevé après de longs mois de souffrance.

Au nom de ses confrères, profondément affligés, je viens déposer sur sa tombe le suprême hommage de nos douloureux regrets.

Il naquit à Rouen le 19 janvier 1815. Son père occupait dans la magistrature une situation élevée et lui avait donné une éducation où l'art avait son rang.

Lorsque la mort priva le jeune homme de cet appui, il vint à Paris pour étudier la peinture et dans l'intention d'y consacrer sa vie. Il entra d'abord dans l'atelier de Gros ; plus tard, dans celui de Paul Delacroix. Il travailla avec ardeur ; bien que les succès ne fussent pas nombreux, il se livrait à donner des leçons, ne lui permettant pas de consacrer tout son temps à ses études. Il n'en exposa pas moins, et pendant plusieurs années, des tableaux qui furent remarqués, et le jeune peintre montrait un réel talent, une grande conscience et un vrai goût de bien faire.

En 1843, à cette époque troublée où l'abandonna ses pinceaux et assumait la direction de l'Opéra-Comique. Ceux-là seuls qui en ont été les témoins peuvent comprendre quels prodiges d'activité il sut déployer et avec quel succès il accompli sa tâche.

Administrateur habile, organisé et maître en affaires, il transforma, il transforma ce théâtre, y appela une troupe délite et inaugura une ère de prospérité dont les amateurs conservent encore le meilleur souvenir. Je n'ai pas besoin de rappeler les pièces remarquables qu'il y monta, celles qu'il eut le bon goût de reprendre, ni le nom des artistes dont il se fit une gloire.

Après la mort de Jules Favre, en 1854, la direction du Théâtre-Lyrique fut confiée à Emile Perrin, conjointement avec celle de l'Opéra-Comique ; mais cette double tâche était au-dessus des forces humaines, et, après quelques mois de labeur, il dut abandonner la nouvelle entreprise pour s'occuper uniquement de sa première charge, et il quitta le théâtre comme président.

En 1857, fatigué de tant de travaux, il donna sa démission, mais cinq ans plus tard on le retrouva et son retour ramena de nouveau la prospérité à l'Opéra-Comique. Un tel prestige s'attacha de lors au nom de Perrin, et il fut choisi en 1862 pour administrer l'Académie Impériale de Musique, où encore il se montra à la hauteur de sa mission, en dirigeant avec grand éclat notre première scène lyrique.

Après la guerre, il abandonna ces fonctions. Tout occupé des travaux de l'esprit, il jouissait en paix d'une fortune abondante, acquise, lorsqu'on vint faire appel à son goût et à son expérience pour diriger le Théâtre-Français. Il y apporta les mêmes qualités qu'à l'Opéra-Comique et à l'Académie de musique ; affirmant une fois de plus le bonheur qui s'attachait à toutes ses entreprises, il ramena le public à notre premier théâtre. Il y consacra le meilleur de son temps jusqu'à son jour où, hélas ! la maladie vint le frapper et l'empêcher de continuer ses occupations qu'il considérait comme des devoirs.

Volla, messieurs, résumée en traits rapides, la vie de notre confrère comme administrateur. Malgré le travail le plus acharné, Perrin trouva le temps d'écrire des mémoires et des articles intéressants.

L'Académie des beaux-arts, appréciant ses efforts pour perfectionner l'art et la mise

en scène au théâtre, l'appela, en 1876, à occuper le fauteuil laissé vacant par la mort de M. de Cailloux. Elle était sûre de trouver en lui un esprit juste, droit et éclairé.

En effet, pendant le temps trop court où nous eûmes le bonheur de le posséder personnellement, il nous apporta toujours dans nos discussions un grand sens pratique et une haute indépendance d'idées, et le plus souvent son opinion savait rallier la majorité. Comme écrivain, il eut deux fois l'honneur de faire une lecture à la séance annuelle de l'Institut et y obtint un légitime succès, car il traita, dans une forme fine et délicate, des esprits qui avaient pour nous un attrait particulier. Le 25 octobre 1878, il nous parla d'un directeur des musées, et le 25 octobre 1883 il nous entretint de deux portraits différents de Molière.

Hélas ! de cette existence si laborieuse, il ne reste plus que le souvenir ; mais ce souvenir sera conservé dans les archives du théâtre et de l'Institut, dans le mémoire de ses admirateurs et dans les cœurs de ceux qui l'ont aimé.

Puisse cet hommage public rendu au travailleur infatigable et à l'homme de bien apporter quelques consolations à sa famille désolée !

D'une voix forte, M. Got a adressé un suprême adieu à M. Perrin au nom de la Comédie-Française. Il a rappelé que pendant quatorze ans cet artiste éminent avait donné à tous l'exemple du travail.

« Votre mort même, monsieur Perrin, a dit M. Got en terminant, vaut une oraison funèbre, puisqu'elle vous rend tout entier ; malade, vous vous êtes révolté contre l'inaction que vous imposait votre maladie ; vous êtes revenu à votre poste de combat. Et vous voilà dans l'éternel repos. Vous étiez au milieu de nous. Vous étiez maintenant au-dessus de nous. Emportez notre adieu et notre reconnaissance. »

M. Delpit a parlé au nom de la Société des auteurs dramatiques.

« Bien que M. Perrin ne fit pas partie de notre Société, elle eût fait preuve d'une bien cruelle ingratitude, a-t-il dit, si elle ne s'était fait représenter à cette cérémonie, car M. Perrin a tant fait pour le théâtre que l'auteur le plus illustre et le plus applaudi. »

M. Perrin est un de ceux dont le poète a dit :

Que l'art et le succès ont marqué d'une étoile.

M. Perrin est devenu des nôtres, a ajouté M. Delpit, par les précieuses collaborations discrètes que tout le monde ignore.

M. Perrin a tracé ensuite le caractère de M. Perrin.

M. Halévy, qui fut le successeur de M. Perrin à l'Opéra, a rappelé les services rendus par le défunt à notre première scène lyrique et à la Société des artistes.

Enfin, M. Alexandre Dumas, ami intime de M. Perrin, a fait un tableau touchant des derniers moments de l'administrateur général de la Comédie-Française.

« Si l'on a une deuxième vie, comme il le croyait fermement, a dit M. Dumas, Perrin attend de moi une dernière parole. Je viens donc acquiescer publiquement une dette personnelle. » M. Alexandre Dumas a raconté avec quel dévouement M. Perrin avait été soigné par son fils. S'adressant à ce dernier, il lui a dit en terminant : « Ne pleurez pas, votre père vit en vous ! Soyez fier du nom qu'il vous a laissé, de l'exemple qu'il vous a montré. Il a bien vécu, il est bien mort. »

A une heure et demie, cette triste cérémonie était terminée ; il est impossible de citer les noms de toutes les personnalités qui s'étaient fait un devoir d'assister. Citons cependant : MM. le général Pittié, de Gallifet, A. de Rothschild, Saint-Saëns, Garbay, Valon, Mathis Meunier, L. Halévy, Melba, Pion, Duquesnel, Deforges, Parodi, Abraham Dreyfus, Viti, Nadar, Serpette, Mmes Rosine Bloch, Marie Sasse, Louise Abbéma, un grand nombre d'artistes de tous les théâtres de Paris, etc.

G. DORANTE.

LA VIE SUR L'EAU

LE CHAMPIONNAT DE FRANCE

Dimanche à Neuilly, dans le bassin d'Epinal, à Argenteuil, la clôture annuelle des régates à l'aviron. Le temps n'a pas favorisé cette réunion, qui eût été néanmoins fort intéressante si le comité en avait mieux compris la police et l'organisation.

Pourquoi, par exemple, laisser circuler librement les bateaux à vapeur pendant la course et au milieu même des coureurs ? L'un d'eux, dans le prix du Département, a été cause d'un accident vraiment regrettable : M. Stock, qui avait la course en main et arrivait bon premier d'un mois deux longueurs, a été jeté sur une rive du pont d'Argenteuil et a perdu de la sorte le prix qui devait lui appartenir. Même accident a failli arriver à M. Bidault, de Lyon, qui, prévenu à temps, a pu heureusement l'éviter.

Le cabinet de M. Maillard était isolé et disposé de telle façon que selon la convenance du notaire, le client pouvait y pénétrer sans passer par l'étude.

De plus, les trois portes par lesquelles on y accédait, soit qu'on vint de l'étude, de dehors ou de l'appartement, étaient garnies de portières. Les indiscretions étaient donc impossibles sans le consentement du maître du logis. Le cabinet d'un notaire, disait-il, est un confessionnal, nul ne doit l'entendre ce qui s'y dit.

Cerise était toute pâle et elle tremblait fort, bien que l'accueil paternel que lui

faisait M. Maillard ne fût pas de nature à l'intimider et encore moins à l'effrayer.

Tantôt, au contraire, c'était elle-même qui, menacée par un monstre, invoquait l'assistance de sa mère pour la défendre, et celle-ci d'être empêchée par une force invisible ; ou bien encore elle assistait à l'agonie de sa mère, dont les dernières paroles étaient celles-ci :

— Je meurs par toi et pour toi !

Enfin, le jour vint ; et avec le jour le réveil, et avec le réveil la fin de ces douloureux cauchemars, mais non la fin des préoccupations, des impatiences, des inquiétudes.

L'heure du départ venue, elle fit une dernière prière dans la chapelle, adieu mental à toutes ses compagnes, quelle recommandait à la miséricorde divine, et sous la conduite de miss Modeste, se présenta chez celui qui allait lui faire connaître sa destinée.

Quand elle fut introduite dans le cabinet de l'officier ministériel, miss Modeste voulut se retirer.

— Rester, mademoiselle, lui dit M. Maillard, il importe que vous sachiez ce que j'ai à révéler à mademoiselle, à celle dont vous allez être comme la gouvernante, et certainement l'amie dévouée.

La vieille fille jeta sur Cerise un regard plein de tendresse et qui valait tous les serments du monde, tant on y lisait de sincère affection.

Le cabinet de M. Maillard était isolé et disposé de telle façon que selon la convenance du notaire, le client pouvait y pénétrer sans passer par l'étude.

De plus, les trois portes par lesquelles on y accédait, soit qu'on vint de l'étude, de dehors ou de l'appartement, étaient garnies de portières. Les indiscretions étaient donc impossibles sans le consentement du maître du logis. Le cabinet d'un notaire, disait-il, est un confessionnal, nul ne doit l'entendre ce qui s'y dit.

Cerise était toute pâle et elle tremblait fort, bien que l'accueil paternel que lui

faisait M. Maillard ne fût pas de nature à l'intimider et encore moins à l'effrayer.

Tantôt, au contraire, c'était elle-même qui, menacée par un monstre, invoquait l'assistance de sa mère pour la défendre, et celle-ci d'être empêchée par une force invisible ; ou bien encore elle assistait à l'agonie de sa mère, dont les dernières paroles étaient celles-ci :

— Je meurs par toi et pour toi !

Enfin, le jour vint ; et avec le jour le réveil, et avec le réveil la fin de ces douloureux cauchemars, mais non la fin des préoccupations, des impatiences, des inquiétudes.

L'heure du départ venue, elle fit une dernière prière dans la chapelle, adieu mental à toutes ses compagnes, quelle recommandait à la miséricorde divine, et sous la conduite de miss Modeste, se présenta chez celui qui allait lui faire connaître sa destinée.

Quand elle fut introduite dans le cabinet de l'officier ministériel, miss Modeste voulut se retirer.

— Rester, mademoiselle, lui dit M. Maillard, il importe que vous sachiez ce que j'ai à révéler à mademoiselle, à celle dont vous allez être comme la gouvernante, et certainement l'amie dévouée.

La vieille fille jeta sur Cerise un regard plein de tendresse et qui valait tous les serments du monde, tant on y lisait de sincère affection.

Le cabinet de M. Maillard était isolé et disposé de telle façon que selon la convenance du notaire, le client pouvait y pénétrer sans passer par l'étude.

De plus, les trois portes par lesquelles on y accédait, soit qu'on vint de l'étude, de dehors ou de l'appartement, étaient garnies de portières. Les indiscretions étaient donc impossibles sans le consentement du maître du logis. Le cabinet d'un notaire, disait-il, est un confessionnal, nul ne doit l'entendre ce qui s'y dit.

Cerise était toute pâle et elle tremblait fort, bien que l'accueil paternel que lui

faisait M. Maillard ne fût pas de nature à l'intimider et encore moins à l'effrayer.

Tantôt, au contraire, c'était elle-même qui, menacée par un monstre, invoquait l'assistance de sa mère pour la défendre, et celle-ci d'être empêchée par une force invisible ; ou bien encore elle assistait à l'agonie de sa mère, dont les dernières paroles étaient celles-ci :

— Je meurs par toi et pour toi !

Enfin, le jour vint ; et avec le jour le réveil, et avec le réveil la fin de ces douloureux cauchemars, mais non la fin des préoccupations, des impatiences, des inquiétudes.

L'heure du départ venue, elle fit une dernière prière dans la chapelle, adieu mental à toutes ses compagnes, quelle recommandait à la miséricorde divine, et sous la conduite de miss Modeste, se présenta chez celui qui allait lui faire connaître sa destinée.

Quand elle fut introduite dans le cabinet de l'officier ministériel, miss Modeste voulut se retirer.

— Rester, mademoiselle, lui dit M. Maillard, il importe que vous sachiez ce que j'ai à révéler à mademoiselle, à celle dont vous allez être comme la gouvernante, et certainement l'amie dévouée.

La vieille fille jeta sur Cerise un regard plein de tendresse et qui valait tous les serments du monde, tant on y lisait de sincère affection.

Le cabinet de M. Maillard était isolé et disposé de telle façon que selon la convenance du notaire, le client pouvait y pénétrer sans passer par l'étude.

De plus, les trois portes par lesquelles on y accédait, soit qu'on vint de l'étude, de dehors ou de l'appartement, étaient garnies de portières. Les indiscretions étaient donc impossibles sans le consentement du maître du logis. Le cabinet d'un notaire, disait-il, est un confessionnal, nul ne doit l'entendre ce qui s'y dit.

Cerise était toute pâle et elle tremblait fort, bien que l'accueil paternel que lui

faisait M. Maillard ne fût pas de nature à l'intimider et encore moins à l'effrayer.

Tantôt, au contraire, c'était elle-même qui, menacée par un monstre, invoquait l'assistance de sa mère pour la défendre, et celle-ci d'être empêchée par une force invisible ; ou bien encore elle assistait à l'agonie de sa mère, dont les dernières paroles étaient celles-ci :

— Je meurs par toi et pour toi !

Enfin, le jour vint ; et avec le jour le réveil, et avec le réveil la fin de ces douloureux cauchemars, mais non la fin des préoccupations, des impatiences, des inquiétudes.

BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 13 OCTOBRE

(1 h. 15 soir.)

Matière de coton. — Calme.

Dispon. 61 75 à 62 25 Nov-Déc. 63 .. à 63 50

Courant. 61 75 à 62 25 4 prem. 64 50 à 65 ..

Novemb. 62 50 à ..

Matière de lin. — Calme.

Dispon. 57 25 à 57 75 Nov-Déc. 57 .. à 57 50

Courant. 57 25 à 57 75 4 prem. 57 .. à 57 50

Novemb. 57 25 à ..

Matière de chanvre. — Calme.

Dispon. 47 .. à 47 50 Nov-Déc. 47 50 à ..

Courant. 47 .. à 47 50 4 prem. 47 50 à 48 ..

Novemb. 47 50 à ..

Matière de soie. — Calme.

Dispon. 17 25 à 17 50 4 de nov. 17 50 à 18 ..

Courant. 17 25 à 17 50 4 de nov. 17 50 à 18 ..

Octobre. 17 50 à 18 .. 4 prem. 17 50 à 18 25

Farines Douze-Markes

Livraison Septembre. 48 75 à 49 ..

Octobre. 49 25 à 49 50

Novembre-décembre. 49 75 à ..

4 de Novembre. 50 .. à 50 25

4 premiers mois. 51 25 à 51 50

Nons cotons à 2 heures.

Livraison Septembre. 48 75 à 49 ..

Octobre. 49 25 à 49 50

Novembre-décembre. 49 75 à ..

4 de Novembre. 50 .. à 50 25

4 premiers mois. 51 25 à 51 50

Nons cotons à 5 heures.

Livraison Septembre. 48 75 à 49 ..

Octobre. 49 25 à 49 50

Novembre-décembre. 49 75 à ..

4 de Novembre. 50 .. à 50 25

4 premiers mois. 51 25 à 51 50

COTE OFFICIELLE du 9 OCTOBRE

(Cinq heures du soir)

Farines

Neuf-Markes (159 kilos). 48 75 à ..

Matière de soie

Solza tous fûts. 62 25 à ..

en tonnes. 64 25 à ..

dégelée. 64 25 à ..

épurée en tonnes. 64 25 à ..

Lin disponible en fûts. 57 75 à ..

en tonnes. 59 75 à ..

90 degrés l'hectolitre (n°1). 47 75 à 47 75

Brut, les 88 degrés. 44 25 à 44 ..

les 99 degrés. 48 75 à 48 50

Blanc type n° 3. 51 50 à 51 25

Raffiné bonne sorte. 41 .. à ..

belle sorte. 41 .. à ..

Cordillon de sortie. 50 .. à ..

Melasse de fabrication. 18 .. à ..

de raffinée. 18 .. à ..

Frais, hors Paris.

Bouffe Plata. 66 50 à ..

Suifs en branches. 70 .. à ..

Moyenne des cotes officielles des alcools pendant la semaine du 3 au 10 octobre : 47 37.

SUCRES

MOUVEMENT DE L'ENTREPOT DE PARIS

10 octobre 1885 1884 1883

Ind. entrées sacs. 2 9/0 7.626 7.405

— sorties. 6.998 6.280 2.292

— stock. 815.061 427.208 103.436

Chaux. 4.810 ..

Coloniaux. 21.424 7.179 3.754

PRIX-COURANT GÉNÉRAL

Farine de gruau. 37 .. à 42 ..

— 1^{re}. 29 50 à 33 76— 2^e. 27 .. à 28 ..— 3^e. 27 .. à 28 ..

— de seigle. 21 .. à 24 ..

— de maïs. 18 .. à 20 ..

— d'orge. 20 50 à 23 50

Blé indigène. 20 50 à 23 50

Seigle. 14 25 à 14 75

Escourgeon. 15 50 à 16 50

Orges. 17 50 à 19 ..

Avoines noires. 17 50 à 19 75

— blanches. 16 75 à 19 ..

Sarrasin. 17 .. à 18 ..

Issues : Sons gros. 13 .. à 13 10

— 3 cases. 11 50 à 12 50

— fines. 11 .. à 11 50

— Recoupettes. 11 .. à 12 ..

— Remoulages. 14 .. à 17 50

Yéoule sèche. 35 50 à 38 ..

— mouillée. 32 .. à 36 ..

Millet blanc. 28 .. à 31 ..

— roux. 18 .. à 20 ..

Alpiste. 19 .. à 23 ..

Vesces. 29 .. à 32 ..

NOTRE NOUVELLE PRIME GRATUITE

LES

Soirées de la Baronne

PAR E. GUYON

Avant-propos par GEORGES OHNET

Un volume grand in-18, couverture

illustrée par JAPHET

Beaucoup de nos lecteurs nous ayant

demandé les Soirées de la Baronne,

dont les multiples éditions se sont épuisées

rapidement, nous sommes heureux

de leur annoncer que, par suite d'un

traité avec l'éditeur Ollendorf, nous

pouvons offrir comme prime, et à titre

gracieux, ce charmant volume à tous les

abonnés qui renouvelleront leur abon-

nement.

(Frais d'expédition : 50 c.)

SPECTACLES

du 13 Octobre

Opéra, 8 h. 1/2. — Relâche.

Français, 8 h. 1/2. — Relâche.

Opéra-Comique, 7 h. 3/4. — L'Étoile du Nord.

Odéon, 8 h. 1/2. — L'Arlésienne.

Gymnase, 7 h. 3/4. — Les Mères Repenties.

Palais-Royal, 8 h. 1/2. — Les Petites Voisines.

Vaudeville, 8 h. 1/4. — Cherchez la Femme.

Variétés, 8 h. 1/4. — Le Voyage en Suisse.

Nouveautés, 8 h. 1/2. — Le Petit Chaperon Rouge.

Châtelet, 8 h. 1/2. — Coco-Félicé.

Folies-Dramatiques, 8 h. 1/2. — Les Petits Mousquetaires.

Renaissance, 8 h. 1/2. — Le Procès Veaurieux.

Gaité, 8 h. 1/2. — Le Grand Mogol.

Menus-Plaisirs, 8 h. — La Mascotte.

Ambigu, 8 h. 1/2. — Une Cause célèbre.

Nations, 8 h. 1/2. — Le Courrier de Lyon.

Cluny, 8 h. 1/2. — Mon Oncle.

Déjazet, 8 h. 1/2. — Aux Filles de Gambrinus.

Beaumarchais, 8 h. 1/2. — Jean le Cocher.

Eden-Théâtre, rue Aubert, près l'Opéra. — 9 h. 1/2. — Messalina, grand ballet historique.

Hippodrome. — Tous les soirs à 8 h. 1/2; dimanches, jeudis et fêtes, matinée à 3 h.

Cirque d'Hiver. — Tous les soirs, à 8 h. 1/2; Exercices équestres.

Folies-Bergère, 8 h. 1/2. — Tous les soirs, Divertissements, Pantomimes, Gymnastes.

Edouard, boulevard de Strasbourg, 8 h. — Concert varié.

Concert Parisien, 37, faubourg Saint-Denis, 10, rue de l'Écluse. — 8 heures. — Tous les soirs, spectacle varié. Matinées : dimanches et fêtes.

Scala, 8 h. — Spectacle-concert tous les soirs.

Alcazar d'Hiver. — Tous les soirs à 8 heures, concert varié.

Robert-Houdin, 8 h. 1/2. — Magie par Dickson.

Musée Grévin (boulevard Montmartre). — Ouvert tous les jours de 1 heure à 11 heures du soir; Dimanches et fêtes de 11 heures du matin à 11 heures du soir.

Eden-Musée, 17, boulevard de Strasbourg. — Spectacle-concert. — Figures de cire.

Panorama de la Prise de la Bastille. — Au pont d'Austerlitz.

Panorama. — Constantinople, vue prise de la Corne d'Or (Champs-Élysées, côté gauche).

BIERE BRUNE DU FAUCON

ADMISE DANS LES HOPITAUX, plus nourrissante que le Vin, supportée par l'estomac, même dans les cas où le Vin et le Lait sont rejetés. 16, RUE DES JUIFS, PARIS

Ventes et Achats de Fonds

Pâtisserie-Confiserie à céder (gde ville 2 heures de Paris). Loyr 900, 8 à 12 ans. Bel agencement. Aff. 15.000. Net 5.000. Prix 10.000. Labat, 1, r. Bailly.

BEAU CAFÉ-CERCLÉ agencement neuf à céder (Centre). Loyr 3.500. S'location 2000. Bail à volonté. On est propriétaire. Matériel important. Aff. 35.000. Net 30.000. Labat, 1, r. Bailly.

Fonds Chaussures, Bonneterie, Confections, Sabots, tenu 29 ans, à céder (ville près Paris). Aff. 25.000. Net 6000. Px 7000. Labat, 1, r. Bailly.

Atelier Construct. Machines, Spéc. Pompes à Chapelet, mû par force eau sur canal, à céder gare Provence. Nombreuses médailles. Aff. 45.000 faciles à doubler. Prix 20.000. Labat, 1, r. Bailly.

A céder (fortune) Café ville imp. chef-lieu grand et beau. Ouest, pr. aris, 1, mar- chés, riche inst. aff. prov. 38.000. Px 15.000. Facil. Agence de l'Industrie, 82, rue d'Hauteville.

Avis divers

On demande 450.000 f. en Commandite (gde ville Midi) pr créer société au capital 200.000 f. pr exploiter Gde Usine à ciment. Vaste im- mense. (Bons résultats certains). Labat, 1, r. Bailly.

On dem. comm. av. COTONS RETORS 50.000 f. pr usine de coton, aris, 1, mar- chés, riche inst. aff. prov. 38.000. Px 15.000. Facil. Agence de l'Industrie, 82, rue d'Hauteville.

Industrie et Commerce

NI FROID NI AIR par les portes et croisées. INVISIBLES DÉPÔTES. AGENCEUR, 37, r. l'Écluse.

C. DETOUCHE

Horlogerie — Bijouterie — Orfèvrerie

GRAND CHOIX DE DIAMANTS — BRONZES D'ART

Régulateur des montres de M. E. LAGOUT

Ingénieur des Ponts-et-Chaussées.

Rue Saint-Martin, 222, 223 et 220.

BOUGIE L'ÉTOILE

Eclairer le mot Bougie sur chaque bougie, DÉPÔT : 10, rue de la Chaussée-d'Antin.

La Foncière

COMPAGNIE D'ASSURANCES sur la VIE

AUTORISÉE PAR DÉCRET DU GOUVERNEMENT

Place Vendôme, à PARIS

Capital social : QUARANTE MILLIONS

ASSURANCES

VIE ENTIERE — MIXTE — TERME FIXE

Ces assurances donnent droit à 80% dans les bénéfices à une PARTICIPATION de la Compagnie

Assurances Temporaires. — Assurances de Survie

Assurances de Capitaux différés.

RENTES VIAGÈRES

Pharmacie et Médecine

E. FRUENAU, pharmacien, inventeur

ASTHME BRÛLÉ PRÈS DU MALADE, il

donne l'instinct de l'oppression, et il donne les accès, dans les principales pharmacies et dro- gueries de France et de l'étranger. — 41, et 2, f. 25, la boîte. A Nantes (Loire-Inf.), V. E. FRUENAU.

ESSENCE DE QUINQUINA

Extrait alcoolique du quinquina pour faire la

essence de quinquina avec le vin de quinquina,

essence de quinquina, ferrugineuse

Ph. V. F. VIVIER, 68, Chaussée-d'Antin, PARIS

RHUMATISMES

GUÉRISON ASSURÉE PAR LA PAINCHERIE LA GUAY

VÉGÉTALE DU PIN SYLVESTER

REYNAUD, chimiste, rue de la Paix, 22.

TOUTE

Personne ayant dans sa famille

du Goutteux, Gravelleux ou Rhumatisants

a intérêt à lire Brochure du Dr DAYSONN adressée par

PHARMACIE NORMALE, 19, rue Drouot, Paris

CREDIT HYPOTHECAIRE

PRÊTS

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

SOLICITEUR DES CREDITES

QUINA LAROCHE

ELIXIR VINEUX

ANÉMIE, SANG PAUVRE,

MANQUE D'APPÉTIT

DIGESTIONS MAUVAISES

FORMATIONS DIFFICILES

RACHITISME